

qui est de la rémunération, leur traitement annuel moyen s'élevant à plus de 400 000 dollars.

[Français]

Je voudrais demander au ministre s'il est possible qu'il pense que cela soit juste d'attaquer les travailleurs et les travailleuses quand des hausses de salaire aussi élevées sont accordées à des gens occupant des postes supérieurs dans notre pays? C'est injuste et je pense que le ministre doit être d'accord.

• (1430)

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Je ne m'en prends pas aux travailleurs canadiens, monsieur le Président, je dis à tout le monde que si nous laissons nos coûts dépasser ceux de nos principaux partenaires commerciaux, nos exportations vont diminuer et nous aurons plus de difficulté à concurrencer les importateurs.

Je signale aux Canadiens que si nous devenons moins concurrentiels, notre chiffre d'affaires va diminuer et nous perdrons des emplois.

Tous les Canadiens ont intérêt à contribuer à maintenir nos coûts au même niveau que ceux de nos concurrents afin de renforcer notre économie, créer plus d'emplois, améliorer notre niveau de vie et rendre la vie des citoyens plus facile.

[Français]

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, je désire poser une question supplémentaire au ministre. Pourquoi le ministre des Finances ne s'attaque-t-il pas aux augmentations de salaires accordées aux cadres tels le président des Entreprises Bell Canada, qui a reçu 9 p. 100 d'augmentation, soit 100 000 \$ par année, ou bien le président d'Alcan, David Morton, qui a reçu 15 p. 100 d'augmentation, soit 152 000 \$? Pourquoi toujours s'en prendre aux travailleurs et aux travailleuses?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, si le député m'avait écouté attentivement, il comprendrait que je parlais de la structure des coûts en général, y compris les salaires, le traitement des cadres supérieurs de ces sociétés et les politiques de fixation des prix.

Dans l'examen de l'ensemble des coûts influant sur l'économie, il faut tenir compte du fait que nous sommes

de moins en moins concurrentiels depuis deux ou trois ans. Si nous ne réussissons pas à soutenir la concurrence de nos principaux partenaires commerciaux, le pays en souffrira, car nous allons perdre des occasions d'affaires et des emplois. Ce n'est certes pas dans l'intérêt des Canadiens.

* * *

ROUTE CANADA

M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys): Ma question s'adresse au vice-premier ministre.

Avant que le gouvernement ne lui donne Route Canada, la situation financière de Manfred Ruhland n'était pas suffisamment stable pour qu'il puisse obtenir une carte de crédit. Pourtant, dans la semaine qui a suivi son entrée en possession de la société, il a amené sa famille en Autriche pour des vacances de 17 500 \$ payées par Route Canada. Peu de temps après, il prenait d'autres vacances, il faisait l'acquisition d'automobiles dispendieuses, de deux bateaux et d'un avion de 3,5 millions de dollars, tout cela payé par Route Canada.

Pourquoi le gouvernement a-t-il donné Route Canada à Manfred Ruhland alors qu'il aurait dû savoir que cet individu commettrait de tels abus?

L'hon. Doug Lewis (ministre des Transports): Monsieur le Président, ces affirmations sont tirées directement du *Toronto Star* et le député le sait.

Il sait que le CN a vendu la société après avoir enquêté sur la situation financière des frères Fingold. Cela figure aussi aux dossiers et le député peut vérifier.

Il n'y a pas eu de cadeau. Les frères Fingold ont acheté une entreprise prospère. C'est ainsi que les choses se sont passées. Toute autre version de l'affaire est absolument fautive et le député le sait.

M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys): Monsieur le Président, Manfred Ruhland avait communiqué avec le gouvernement un mois et demi avant que les frères Fingold ne se manifestent. Le gouvernement a fait vérifier la cote de solvabilité de Manfred Ruhland avant la vente de CN Route. Le gouvernement a approuvé cette vente par décret.

Des voix: C'est un scandale!

M. MacLellan: Ce n'est pas le CN qui a organisé cette transaction, c'est le gouvernement. Le CN ne savait même pas que Manfred Ruhland était partie prenante.